

Gouverner par la dette, lexique introductif

Austérité : « Les 500 plus fortunés de France se sont enrichis de 25% en un an. Leur richesse a quadruplé en une décennie et représente 16% du produit intérieur brut du pays. Elle compte aussi pour 10% du patrimoine financier des français, soit un dixième de la richesse entre les mains d'un cent – millième de la population ». (Le Monde, 11/07/2013)

Pendant que les médias, les experts, les politiques n'ont des yeux et des paroles que pour budgets à l'équilibre, se déroule une deuxième expropriation de la richesse sociale, après celle pratiquée à partir des années 80 par la finance. La spécificité de la crise de la dette est que ses causes sont élevées à remède. Ce cercle vicieux n'est pas le symptôme de l'incompétence de nos élites oligarchiques, mais de leur cynisme de classe car il poursuit un but politique précise : détruire les résistances résiduelles (salaires, revenus, services) à la logique néo – libérale.

Dette publique : avec l'austérité les dettes publiques ont atteint des records dans tous le pays qui la pratiquent, ce qui signifie que les rentes des créanciers ont aussi atteint de records.

Impôts : l'arme principale de gouvernement de l'homme endetté est l'impôt. Elle n'est pas un instrument de redistribution qui vient après la production. Comme la monnaie elle n'a pas une origine marchande, mais directement politique.

Lorsque, comme dans les crise de la dette, la monnaie ne circule plus ni comme instrument de paiement, ni comme capital ; lorsque le marché n'assure plus ses fonctions de mesure, d'allocation de ressources, etc., intervient l'impôt comme arme de gouvernementalité politique. Elle assure la continuité et la reproduction du profit et de la rente bloqués par la crise, elle exerce un contrôle économique – disciplinaire sur la population, elle est la mesure de l'efficacité des politiques d'austérité sur l'homme endetté.

Croissance : L'Amérique est aujourd'hui au point mort, comme on dit d'une voiture qu'elle est au point mort . Le moteur tourne, mais elle n'avance pas. Il tourne uniquement parce la banque centrale achète chaque mois pour 85 milliards de titres du Trésor et d'obligations immobilières et elle assure, depuis 2008 un cout zéro de l'argent.

L'Amérique n'est pas en récession seulement parce qu'elle est sous perfusion monétaire, mais elle incapable de tirer le reste du monde hors de la crise qu'elle a elle même provoquée.

L'énorme quantité d'argent injecté chaque mois par la Fed , ne fait que augmenter très faiblement les emplois constitué en majorité par des services à très bas salaire et d'emplois « part time ». Elle reproduit les causes de la crise et pas seulement parce qu'elle ne fait que creuser les différences de revenus dans la population, mais aussi parce qu'elle continue à financer et à renforcer la finance.

Si la politique monétaire échoue à faire repartir l'économie et l'emploi, tout en risquant d'alimenter une autre bulle financière, elle favorise le boom économique d'un seul secteur économique , la finance. L'énorme disponibilité d'argent pour financer l'économie, passe d'abord pour les banques qui, au passage, s'enrichissent. Malgré la croissance anémique des autres secteurs de l'économie, les marchés financiers ont atteint de niveau record.

Tout le monde attend la croissance , mais c'est tout autre chose qui se profile à l'horizon. Le primat de rente, les inégalités abyssales entre les salariés et leurs managers, les différences monstrueuses de patrimoine entre les plus riches et les plus pauvres (en France 900 à 1), les classes sociales figées dans leur reproduction, le blocage de la déjà faible mobilité sociale (notamment aux USA où le rêve américain n'est plus qu'un rêve), plus qu'au capitalisme, font penser à une variante de l'ancien régime.

Crise : Lorsque nous parlons de crise dans le livre, nous entendons la crise ouverte en 2007 à partir de l'effondrement du marché immobilier américain. En réalité il s'agit d'une définition restrictive et limitée, puisque nous subissons la crise depuis 1973. La crise est permanente, elle change seulement

d'intensité et de nom. Le gouvernemental libérale s'exerce en passant de la crise économique à la crise climatique, à la crise démographique, à la crise énergétique, à la crise alimentaire, etc. En changeant de nom on change seulement de peur. La crise et la peur constituent l'horizon indépassable de la gouvernemental capitalisme néo – libéral. On sortira pas de la crise (on changera tout au plus d'intensité) tout simplement parce la crise est la modalité de gouvernement du capitalisme contemporain.

Capitalisme d'Etat : « le capitalisme n'a jamais été libérale, il a été toujours capitalisme d'Etat ». La crise des dettes souveraines montre sans aucune doute possible la pertinence de cette affirmation de Deleuze et Guattari. Le libéralisme n'est qu'une des possibles subjectivation du capitalisme d'Etat. Souveraineté et gouvernemental fonctionnent toujours ensemble et de concert.

Dans la crise les néo libéraux n'essayent pas de gouverner le moins possibles, mais, au contraire, de tout gouverner et dans le détail le plus infime. Ils ne produisent pas de « liberté », mais sa limitation continue. Ils n'articulent pas liberté du marché avec l'Etat de droit, mais la suspension de la déjà faible démocratie.

La gestion libérale de la crise n'hésite pas à intégrer un « Etat maximum » parmi les dispositifs de sa gouvernemental qui exprime sa souveraineté uniquement sur la population.

Gouvernemental : La crise rend évidentes les limites d'une de plus importante catégorie concept de Foucault, la gouvernemental et nous pousse à le compléter. Gouverner selon Foucault ne signifie pas « soumettre, commander, diriger, ordonner, normaliser ». Ni force physique, ni interdits, ni normes de comportement », la gouvernemental incite, à travers une « série de réglementations souples, adaptatives », à aménager un milieu qui conduit l'individu à réagir d'une manière plutôt que d'une autre. La crise nous montre que les techniques de gouvernemental impose, interdit, norme, dirige, commande, ordonne et normalise.

La « privatisation » de la gouvernemental nous oblige à prendre en considération les dispositifs « biopolitiques » non étatiques. Depuis les années 20 se développent des techniques de gouvernance à partir de la consommation qui se continuent dans le marketing, les sondages, la télévision, internet, réseaux sociaux, etc. qui informent la vie dans toutes ses dimensions. Ces dispositifs biopolitiques sont à la fois de valorisation, de production de subjectivité et de contrôle policier.

Lutte de classe : le capitalisme néo – libéral a instauré et gouverne une lutte de classe asymétrique. Il n'y a qu'une classe, recomposée autour de la finance, du pouvoir de la monnaie de crédit et de l'argent comme capital. La classe ouvrière n'est plus une classe. Le nombre des ouvriers a grandement augmenté depuis les années 70 de par le monde, mais ils ne constituent plus une classe politique et ne la constitueront jamais plus. Les ouvriers ont bien une existence sociologique, économique, ils forment le capital variable de cette nouvelle accumulation capitaliste, mais la centralité de la relation créancier débiteur les a marginalisés politiquement de manière définitive. A partir de la finance et du crédit le capital est continuellement à l'offensive. A partir de la relation capital – travail, ce qui reste du mouvement ouvrier est continuellement sur la défensive et régulièrement défait.

La nouvelle composition de classe qui a émergé tout au long de ces années sans passer par l'usine, composée d'une multiplicité de situations d'emploi, de non emploi, d'emploi intermittent, de pauvreté plus ou moins grande, est dispersé, fragmentée, précarisés et elle est loin de se donner les moyens d'être une « classe » politique, même si elle constitue la majorité de la population.

Comme les barbares à la fin de l'Empire romain, elle opère de incursions aussi intenses que rapides, pour se replier immédiatement après sur ses « territoires » inconnus au plus et notamment aux partis et aux syndicats. Elle ne s'installe pas. Elle donne l'impression de tester sa propre force (trop faible encore) et la force de l'Empire (encore trop forte) et elle se retire.

La finance : Une multiplicité de débats inutiles occupent journalistes, experts, économique et hommes politiques : la finance est-elle parasitaires, spéculative ou productive ? Controverses oisives parce que la finance (et les politiques monétaire et fiscale qui vont avec) est *la politique* du capital.

La relation créancier / débiteur introduit une forte discontinuité dans l'histoire du capitalisme. Pour la première fois, depuis que le capitalisme existe, ce n'est pas la relation capital / travail qui est au centre de la vie économique, sociale et politique.

En 30 ans de financiarisation, le salaire, de variable indépendante du système s'est transformé en variable d'ajustement (toujours à la baisse pour ce qui concerne le salaire et à la hausse en ce qui concerne la flexibilité et le temps de travail).

Transversalité : Ce qu'il faut souligner n'est pas tellement la puissance économique de la finance, ses innovations techniques, mais plutôt le fait qu'elle fonctionne comme un dispositif de gouvernance transversal, transversale à la société et transversale à la planète. La finance opère aussi transversalement à la production, au système politique, au welfare, à la consommation. La crise de dettes souveraines confirme, approfondie et radicalise dans les sens autoritaire les techniques de gouvernement transversales, puisque « nous sommes tous endetté ».

Capital humain (ou entrepreneur de soi) : La crise n'est pas seulement économique, sociale, politique. Elle est aussi et d'abord une crise du modèle subjectif néo-libéral incarné par le « capital humain ». Le projet de remplacer le *salarié fordiste*, par l'*entrepreneur de soi*, transformant l'individu en entreprise individuelle, gérant ses capacités comme de ressources économiques à capitaliser, a sombré dans la crise de sub-primes.

De ce point de vue, les situations de pays riches et celles de pays émergents au lieu de diverger, stagnation et déclin de premiers et croissance et progrès de deuxièmes, convergent dans la production du même modèle de subjectivité, le « capital humain » impliquant un maximum de « privatisation économique » et un « maximum de individualisation subjective ». Les politiques sociales, au contraire, installent partout des « minimum » (un salaire minimum, un revenu minimum, des services minimum) pour que personne ne tombe au dessous d'un seuil de pauvreté qui l'empêcherait d'être « mobilisable » par et pour le marché. Pour activer les gouvernés, il ne faut pas qu'ils soient trop pauvres, car ils n'auraient pas les ressources nécessaires (économiques et subjectives) pour se lancer dans la concurrence de tous contre tous. Ce seuil peut aussi être établi par une situation de fait comme en Allemagne où le salaire minimum n'existe pas, mais existent 8 millions de travailleurs pauvres. La mondialisation capitaliste se targue d'avoir fait sortir des millions de pauvres de la grande misère dans le « sud » du monde. En réalité, ces politiques ne sont pas incompatibles avec le néo-libéralisme, au contraire. Elles constituent, même, lorsque elles sont menées à large échelle comme au Brésil, une expérimentation pour fournir une partie de la force de travail adéquate au capitalisme des pays émergents.

Au Brésil parmi la multiplicité de causes de la mobilisation, il faut retenir celle-ci aussi. Tant la minorité sortie de la grande pauvreté, que la nouvelle composition de classe métropolitaine en voie d'appauvrissement, se sont trouvés devant non seulement une macro économie organisée selon les plus classiques principes néo libéraux, mais aussi un Welfare State à double vitesse : d'une part des services d'une qualité médiocre (« services minimum ») et d'autre part des bonnes écoles, un système de santé qui fonctionne, des services de qualité, mais payants. Pour y accéder il faut se mobiliser en se jetant dans la mêlée du darwinisme social à la sauce « socialiste ». Plus sagement, la mobilisation s'est faite pour la « justice sociale » et contre la version « sudiste » du capital humain. En Europe le processus est inversé (il s'agit de démanteler les services sociaux « gratuits »), mais il a abouti aux mêmes résultats. La construction du Welfare State à double vitesse s'est accélérée avec la crise de la dette.

Réformisme : Dans le capitalisme néo-libéral le New Deal est impossible. Le seul réformisme que le capital ait jamais pratiqué a introduit de véritables changements pour sortir de la crise financière du 29 qui sont l'exacte contraire des « réformes » néo-libérales. Il a neutralisé la finance (ce que Keynes appelle l'euthanasie du rentier), il a redistribué le revenu à travers la consommation et les services sociaux, il a touché, même si timidement, au statut de la propriété. Il a imposé politiquement la centralité de la relation capital-travail en passant un compromis avec les organisations du mouvement ouvrier qui en échange de l'emploi et de services indexés sur l'emploi ont donné leur consensus. Il a construit un « capital de subjectivité » dans la figure du salarié à plein emploi. Choses que, aujourd'hui, aucun gouvernement sur la planète n'a fait, il n'a pas pu faire et il fera pas. Même l'expérience de gauche en Amérique latine est loin, très loin, de s'approcher aux conditions du réformisme du capital. Ce n'est pas de leur faute évidemment, il n'y a pas les rapports de force pour imposer quoi que ce soit au capital financiarisé.

Les révoltes brésiliennes se sont empressées de rappeler à tout le monde cette réalité et d'abord au dirigeant du PT et à ceux qui, en Europe, parient sur les expérimentations d'un gouvernement de « gauche » en Amérique Latine (e ailleurs).

Le refus du travail : Le cycle de lutte qui a démarré en 2008, traversant indifféremment le « sud » et le « nord » de la planète, attaque de façon plus précise et moins « idéologique » que celui de Seattle la mondialisation, en pratiquant refus de la « représentation » syndicale et politique, l'auto – organisation, l'utilisation de ce qu'on appelle hypocritement les réseaux sociaux, que beaucoup de monde confond allégrement avec l'organisation politique.

Mais « quoi faire » après la spontanéité de la révolte ? les idées et les pratiquent font défaut ? En prenant quelque risque (ma qu'est-ce qu'on doit encore attendre) avançons quelques hypothèses, inévitablement encore abstraites.

Appréhender l'action politique comme un genre de rupture événementielle peut ouvrir des perspective sur les modalités d'expression et d'organisation des mouvements contemporains en faisant émerger l'impensé des révolutions du XIX et XX siècle et.

La formidable mobilisation de la « force de travail » métropolitaine de ce nouveau cycle de lutte (Brésil, Turquie, Grèce, Espagne, Egypte) est aussi et en même temps, une démobilisation générale, un « refus du travail » adapté à la valorisation contemporaine, de la même manière que la grève ouvrière était une action qui avait son moteur dans un désœuvrement radicale, dans l'arrêt, dans l'immobilisation de la production. Le *mouvement* ouvrier a existé seulement parce que la grève était, en même temps, un *non - mouvement*, une suspension des rôles, de fonctions et des hiérarchies de la division du travail.

Le fait de problématiser un seul aspect de la lutte, l'aspect mouvement, a été un grand handicap, qui a fait du mouvement ouvrier un accélérateur du productivisme, de l'industrialisation, le chantre du travail, de la croyance « scientiste » en la neutralité de la « science » et de la technique. L'autre dimension de la lutte, impliquant le « refus du travail », a été délaissé (sauf par l'opéraisme et seulement pour les ouvriers de la grande industrie).ou insuffisamment problématisée (par le post-opéraisme aussi, une fois que la finance a neutralisé le contre – pouvoir des ouvriers).

L'imagination politique communiste, après avoir réussi à produire « Le droit à la paresse », rédigé par Paul Lafargue, genre de Marx en polémique avec « Le droit au travail » de Louis Blanc, l'a simplement lu comme un pamphlet pour épater les bourgeois, en évitant d'y voir les implications ontologiques et politiques que le refus du travail, la suspension de l'activité et du commandement ouvraient comme possibilités de sortir du modèle de l' homo faber, de l'orgueil des producteurs et de sa promesse prométhéenne de maîtrise de la nature.

Rupture événementielle : Dans tout événement politique il y a nécessairement plusieurs lignes entremêlées qui coexistent et peuvent se composer, ou bien s'opposer et se combattre.

Une ligne (d'intérêt) installée dans l'actuel de rapports de pouvoir, de significations et de dominations établies et une ligne (du désir ou du possible) qui suspend les rapports de force et de pouvoir, neutralise les signification dominantes, refuse les fonctions et les rôles de commandement et d'obéissance impliquées la division sociale du travail et crée un nouveau bloc de possibles.

La ligne du mouvement a des causes, poursuit de buts et ouvre à la lutte un espace prévisible, calculable, probable. La ligne de la non mobilisation à partir du de la suspension de loi du capital, s'engage dans un processus non calculable, imprévisible, incertain que Félix Guattari pense pouvoir saisir seulement par le biais d'un paradigme esthétique, puisque, la subjectivité et les institutions sont à faire, mais selon une toute autre logique que celle du travail ou de la fabrication.

Un événement politique ne change pas le monde, ni la société, il se limite à opérer un renversement de perspectives de la subjectivité et à ouvrir le passage d'un mode d'existence à un autre. La rupture événementielle ne constitue qu'une ébauche, un commencement, dont la réalisation est indéterminée, improbable, voir « impossible » selon les principes du pouvoir établi.

Evidemment une lutte politique ne peut que articuler le deux moment de l'événement, en passant continuellement de l'une à l'autre (du possible à sa réalisation, et inversement). Mais la ligne du non – mouvement, du refus du travail pour se développer, pour prendre de la consistance doit transformer la lignes de intérêts, de institutions et de rapports de pouvoir actuels.

Cette double dynamique passablement hétérogène et l'existence et les rapports de ces lignes constituent le problème de l'organisation politique contemporaine. Les possibles créés par la rupture événementielle sont l'enjeu politiques autour desquels se déchainent la bataille politique pour leur réalisation ou leur neutralisation. Ce qu'on appelle la « trahison », la récupération, le « réformisme » ne viennent pas après. Il s'agit d'alternatives présentes depuis le début dans la lutte. Rabattre la ligne de la création de possibles et leur réalisation sur la ligne de relations de pouvoir établies, séparer la ligne du mouvement de la ligne du non mouvement et le jouer l'une contre l'autre est le but de l'institution capitaliste et de la « gauche » syndicale et politique.

Destitution / institution : les deux lignes de l'action politique créées par la rupture événementielle, tracent de chemins différents.

La ligne de la mobilisation en reconnaissant les rapports de force actuels s'engage dans un dualisme de pouvoir pour défaire les institutions du capitalisme. Les dualismes du capital ne sont pas dialectiques, ils sont réels et il faut les défaire réellement.

Sans une destitution des trois « nomos » (prendre, partager, produire) que l'on emprunte à Carl Schmitt pour leur radicalité, concision et pertinence à définir tout ordre politique, le développement de la ligne de non mobilisation est chimérique. Sans l'expropriation des expropriateurs (« prendre » non seulement les immenses richesses capturées par la financiarisation et l'austérité, mais aussi l'expropriation de savoir faire, de territoires existentiels etc.), sans une mise en discussion radicale de l'individualisme appropriatif (« partager »), sans défaire le concept de « produire », à partir de la source même de l'action, le désœuvrement, aucun processus d'une nouvelle instauration n'est possible.

La ligne de la démobilisation en reconnaissant les possibles créés s'engage à faire proliférer la multiplicité des processus de subjectivations (et ses institutions) qui ne sont pas seulement politiques, mais aussi existentielles et non totalisables selon les nécessités de la première ligne de la lutte contre la logique du capital.

Les modalités d'expression, de lutte et d'organisation ne sont pas les mêmes sur les deux lignes. D'où la difficulté à penser l'après « émeute » puisque ni le parti, ni le syndicat ne sont pas à même de penser et tenir ensemble cette nouvelle et double dynamique.

Représentation : le refus de la représentation est profondément ancré dans la nouvelle composition de classe et trouve ses raisons d'être dans les conditions de l'action politique contemporaine.

La représentation politique présuppose l'identité du représenté, tandis que la ligne de démobilisation produit précisément une suspension des « identités » établies.

La représentation implique des fonctions et de rôles qui sont les catégories socio-économique de la division du travail. Le refus du travail (métropolitain) opère une suspension de ces inégalités et une affirmation de l'égalité, donc un au-delà de la division de la société en intérêts.

La représentation vient à combler la rupture et à fermer la brèche ouverte par la création des possibles en rabattant les subjectivités et les institutions en devenir sur les identités et les relations de pouvoir établies. Raison pour laquelle, pour l'instant, les mouvements, disparaissent si rapidement de l'espace public. Il n'y a pas encore les conditions pour asseoir leur autonomie politique.

Le possible : En alternative aux définitions économistes du capitalisme (cognitif, culturel, immatériel, etc.) Guattari propose d'appeler son économie, une économie des possibles. Le capitalisme (et son pouvoir) se définit d'abord comme un contrôle absolu sur ce qui est possible et ce qui est impossible. Le premier mot d'ordre de néo-libéralisme a été « il n'y a pas d'alternative », c'est-à-dire il n'y a pas d'autres possibles que ceux énoncés par le marché et la finance. Et la crise de dette souveraines répète la même rengaine : l'homme endetté doit payer, car il n'y a pas d'autres possibilités. Ce qui est exproprié par le crédit/dette n'est pas seulement de la richesse, des savoirs – faire ou du « futur », mais, plus fondamentalement, du possible.

Le désir ne renvoie pas à la libido ou à une pulsion, mais au possible (Deleuze / Guattari). Il n'y a du désir lorsque, à partir de la rupture d'équilibres antérieurs, apparaissent des relations qui étaient impossibles auparavant. Le désir est toujours repérable par l'impossible qu'il ouvre et par les nouveaux possibles qu'il crée. Le désir c'est le fait que là où le monde était fermé, surgit un *processus* sécrétant d'autres systèmes de référence.

Machines et signes : Les machines sont partout sauf dans la théorie critique. Elles forment une sorte de « capital constant sociale » constitué fondamentalement d'ordinateurs et des machines numériques. Les signes sont les moteurs sémiotiques de ces machines, ils constituent le « langage » a - signifiant à travers lequel elle communiquent entre elles, avec d'autres non humains et avec des humains.

Machines et signes forment des énormes réseaux qui sont à la fois de dispositif de valorisation, de production de subjectivité et de contrôle policier. La transversalité de la finance est efficace seulement parce que il y a un fonctionnement transversale des machines et des signes à la société dans son ensemble. Mais les machines numériques miniaturisées et les signes, traversent aussi la matière, les corps et les objets que désormais sont animés, non seulement métaphoriquement comme dans la théorie du fétichisme marxienne, mais réellement, puisque ils perçoivent, reçoivent et transmettent d'informations.

Le capital est un rapport social, mais que on ne peut pas réduire à l'intersubjectivité. Les relations sont d'embré machiniques, c'est-à-dire composé d'humains et des séries de plus en plus nombreuses de non - humains. Le capital est d'abord une machine sociale dont découlent les machines techniques.

Le capital est un opérateur sémiotique : le capital est un opérateur sémiotique et pas linguistique, la différence est de taille. Dans le capitalisme les flux de signes (la monnaie, les logarithmes, les diagrammes, les équations) agissent directement sur les flux matériels, sans passer par la signification, la référence, le dénotation, toute catégories de la linguistiques incapable de rendre compte du fonctionnement de la machine capitaliste .

Les sémiotique a – signifiantes (monnaie, logarithmes, etc.) fonctionnent indépendamment qu'ils signifient quelque chose pour quelqu'un. Ils ne sont pas pris dans dualisme signifiant / signifié. Ce sont de signes opératoires, de « signes puissance » dont l'action ne passe pas par la conscience et la représentation (action diagrammatique). Le capitalisme est machinocentrique et non logocentrique.

Force : Il y a une dernière et fondamentale condition pour seulement commencer à instituer ce qui émerge de la rupture événementielle, pour seulement pouvoir envisager de se donner de modalités d'organisation macro - politiques : l'usage de la force, la capacité de bloquer la valorisation capitaliste, la possibilité d'établir de rapport de force et de les tenir. Dans une lutte de classe asymétrique, il est inutile de se proposer comme ambassadeurs, diplomates. Le capital n'a pas besoin d'aucune médiation, parce que n'étant pas menacé il n'a aucun motif de pactiser avec qui que se soit. Le rapport de force lui est trop favorable. Il peut faire à peu près tout ce que bon lui semble.

La fine fleur de la « gauche » française et internationale s'est réunie pour signer un manifeste « convivialiste » où le réel est soigneusement évité, puisque la « lutte de classe » n'est jamais nommée. Ce n'est pas pour autant qu'elle n'existe pas et qu'elle n'est pas menée de façon déterminé et avec toute la violence nécessaire par le capital qui a bien ses « lois », dont la plus redoutable est l'introduction de l'infini dans la production et dans la consommation.

Impossible de définir une politique sans une analyse du capital d'une part et une pratique de la lutte et de l'usage de contre – pouvoir d'autre part.

Maurizio Lazzarato